

Les élèves des filières qualifiantes? "Des barakis"

Une enquête montre que les élèves ont une image négative du technique et du professionnel.

Quelle image les élèves de 2^e et de 6^e années de l'enseignement secondaire ont-ils des filières technique et professionnelle? C'est la question que s'est posée Mélanie Ferrara et qui a fait l'objet de son mémoire de master en Sciences de l'éducation en 2013-2014 à l'UMons.

A la base de son travail, un constat: en Belgique francophone, "un des principaux défauts de l'enseignement secondaire repose sur les mécanismes de relégation inhérents à son organisation", indiquent Mélanie Ferrara et Nathanaël Friant, assistant à l'Institut d'administration scolaire (UMons). "Ceux-ci apparaissent déjà au premier degré. En effet, les élèves qui rencontrent des difficultés se voient aiguillés vers des enseignements plus qualifiants, mais dévalorisés, ce qui peut être comparé à une véritable gare de triage."

"La relégation des élèves vers l'enseignement qualifiant est une problématique évidente, un sujet très actuel, explique la jeune femme. Je voulais voir ce que les jeunes en pensent et pourquoi dans les pays scandinaves les élèves s'orientent par choix dans le qualifiant et pas chez nous."

668 élèves interrogés

Pour prendre le pouls de la réalité du terrain, elle a interrogé 668 élèves des régions de Mons et La Louvière, dont 271 au premier degré et 397 au troisième degré. "J'ai voulu voir s'il y avait une évolution dans les représentations puisqu'au sein du premier degré les élèves n'ont pas encore été orientés (Ndlr: l'orientation intervient au terme du tronc commun, en 2^e secondaire) tandis qu'au 3^e degré, ils ont été orientés ou pas - j'ai travaillé avec des élèves des trois

filières (générales, techniques et professionnelles)." L'enquête ne produit pas de résultats chiffrés. "Il s'agit plutôt d'une description, précise Nathanaël Friant. La méthode utilisée nous a permis de dessiner une carte de ce qu'il y a dans la tête des élèves quand on leur parle d'enseignement technique ou professionnel."

Et les résultats ont pour le moins surpris la mémorante. "Je ne m'attendais pas du tout à récolter de tels résultats; les ados n'y ont pas été de main morte, confie-t-elle. Je pensais que les jeunes voyaient l'enseignement qualifiant comme une expérience à acquérir parce que dans ces filières, les élèves vont sur le terrain, ont des stages, etc."

Que du contraire: "Les élèves des différentes filières ont une représentation assez négative de l'enseignement qualifiant", rapporte Mélanie Ferrara. Qui détaille: "Pour eux, le qualifiant est lié à la notion de facilité, à l'échec scolaire, à un choix par défaut, c'est-à-dire que le choix d'une filière technique ou professionnelle se ferait surtout par échappatoire à une difficulté, un cours ennuyant ou par relégation."

En outre, le public qui fréquente l'enseignement qualifiant "est souvent décrit péjorativement par les élèves interrogés: 'barakis', doubleurs, élèves faibles, peu investis dans la scolarité voire limités intellectuellement." Quant aux élèves du professionnel, plus particulièrement, "ils essaient de valoriser leur choix en soulignant qu'il s'agit d'un enseignement qui forme à un métier, leur donne de l'expérience, relaye Mélanie Ferrara. Mais quand on leur demande de se mettre dans

la peau de Monsieur et Madame Tout-le-monde, on constate que tous les éléments négatifs qui ont été évoqués par les élèves des autres filières les rattrapent."

Une orientation positive

L'enquête montre également que la hiérarchisation des filières est bien présente puisque "l'enseignement général est mis sur un piédestal par les élèves sondés qui le voient comme un enseignement supérieur aux autres".

Comment dès lors gommer ces représentations négatives? "Il faut vraiment travailler sur des outils qui permettent aux élèves de choisir les filières qualifiantes de manière positive, estime Mélanie Ferrara, et arrêter de présenter la filière qualifiante comme une échappatoire aux difficultés rencontrées."

Stéphanie Bocart

"Pour les élèves sondés, le qualifiant est lié à la notion de facilité, à l'échec scolaire, à un choix par défaut, c'est-à-dire que ce choix se ferait surtout par échappatoire à une difficulté."

M. FERRARA (UMONS)

“Il faut reculer le moment de l’orientation”

■ **Dominique Lafontaine (ULg)** plaide pour allonger le tronc commun dans le secondaire.

Depuis 2000, la Fédération Wallonie-Bruxelles participe tous les trois ans à la fameuse enquête Pisa qui évalue les savoirs et compétences que les jeunes de 15 ans devraient avoir en lecture, mathématiques et sciences.

Les résultats des premières enquêtes Pisa ont été un électrochoc en Belgique francophone. “*La Communauté française a eu sa propre réflexion sur les politiques éducatives à mener et un certain nombre d’entre elles ont été directement inspirées par ces résultats*”, déclare Dominique Lafontaine, directrice du Service d’analyse des systèmes et des pratiques d’enseignement à l’ULg, qui donnait, vendredi, une conférence sur l’évolution des résultats Pisa. Au fil du temps, force est de constater que, même si la Fédération est toujours loin des performances de la Finlande, de l’Allemagne ou de la Communauté flamande, certaines de ces politiques ont porté leurs fruits, notamment en lecture où la FWB obtient désormais des résultats comparables à la moyenne des pays de l’OCDE ou de l’UE.

“Pas d’acharnement évaluatif”

Il y a, en effet, eu la réforme du 1^{er} degré, avec la mise en place du parcours différencié pour les élèves n’ayant pas obtenu leur CEB en 6^e primaire; l’instauration d’évaluations externes ainsi que l’ajout d’une heure de français. “*Le 1^{er} degré différencié est une avancée dans la direction du tronc commun*”, estime M^{me} Lafontaine, qui, en analysant l’expérience d’autres systèmes éducatifs, constate que “*dans les pays où il y a des filières, une orientation précoce et du redoublement (NdlR : comme en France ou en FWB), les performances moyennes dans Pisa sont un peu moins élevées*”. Or, “*lorsqu’il existe un tronc commun jusqu’à 15 ans et qu’il*

n’y a pas de redoublement, le ‘niveau’ des élèves n’est pas plus bas. Au contraire !”

Elle enchaîne : “*J’ai toujours plaidé pour reculer le moment de l’orientation parce que je pense que ce n’est pas un vrai choix de la plupart des enfants dans l’enseignement de qualification.*” Et d’ajouter : “*Tel qu’il est organisé actuellement, le 2^e degré technique et professionnel ne prend pas au sérieux le projet des jeunes qui voudraient vraiment être dans un enseignement de qualification puisqu’ils peuvent changer d’orientation. Le travail sérieux de qualification commence en 5^e et 6^e années. Quel est donc le sens de ce 2^e degré ?*”

Pour M^{me} Lafontaine, si “*le 1^{er} degré différencié a fonctionné, c’est parce qu’il y a à la fin une épreuve certificative : le CEB*”. Donc, “*pour que le tronc commun soit porteur, il faut que les attentes soient élevées pour tous les élèves et qu’il y ait une épreuve qui vienne opérationnaliser ces attentes*”. Si le tronc commun devait être élargi, “*il faudra repenser ce qu’il y a en amont*”, c’est-à-dire le CE1D, le certificat de fin de 2^e secondaire. “*Il ne faut pas d’acharnement évaluatif non plus*”, souligne-t-elle, en faisant allusion au projet d’instaurer une évaluation certificative en fin de 4^e secondaire (le CE2D). “*Avancer sur l’idée d’allonger sur le tronc commun sans réfléchir à quelle évaluation certificative on va placer à quel moment me paraît absurde, et l’inverse aussi.*”

St. Bo.

“Dans les pays où il y a des filières, une orientation précoce et du redoublement, les performances moyennes dans Pisa sont un peu moins élevées.”

D. LAFONTAINE (ULG)